

**REPONSE DE GRDF A LA CONSULTATION PUBLIQUE N°2022-02 DU 24 FEVRIER 2022
RELATIVE AUX MODALITES DE PRISE EN COMPTE DE PARTICIPATIONS DE TIERS DANS LE
FINANCEMENT DE PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS DE RENFORCEMENT POUR
L'INSERTION DU BIOMETHANE DANS LES RESEAUX DE GAZ NATUREL**

➤ **EVOLUTIONS ENVISAGEES POUR LES MODALITES DE CALCUL DE LA PARTICIPATION DE TIERS**

Q1. Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE pour le dispositif de participation de tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de renforcement des réseaux ?

L'évolution proposée par la CRE du dispositif de participation des tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de renforcement des réseaux va dans le sens d'une plus juste répercussion des coûts aux territoires dont la dynamique de développement du biométhane est volontairement impulsée par ses parties prenantes et notamment les collectivités ou leurs représentants. **GRDF est favorable à cette évolution.** GRDF note toutefois deux problématiques résiduelles sur le sujet des participations de tiers.

Problématique des zonages avec participation tiers inférieures à 200 000 €

Un cas spécifique semble pouvoir générer une situation atypique. En effet, si le premier renforcement à valider correspond aux études rebours et qu'au moment de la demande le niveau de la participation de tiers est inférieur à 200 000 €, il n'est pas prévu de remboursement ou de perception partielle du montant forfaitaire des études résultant sur ce territoire en une prise en charge inférieure par les tarifs des investissements de renforcement.

Exemple illustrant ce type de cas spécifique :

Un zonage est validé par la CRE avec les caractéristiques suivantes :

- le volume probabilisé (V) sur la zone est estimé à 650 Nm³/h ;
- le programme d'investissements de renforcement (I) sur la zone s'élève à 3,1 M€, correspondant à un rebours de 2,75 M€ et un petit maillage de 350 k€ ;
- le I/V décret correspondant sur la zone est égal à 4 769 €/Nm³/h, et est donc supérieur au seuil de 4 700 €/Nm³/h fixé par l'arrêté du 28 juin 2019 ;
- le montant excédant à faire financer par des tiers financeurs est estimé à ce stade à 45 000 €.

Les gestionnaires de réseaux remettent aux porteurs de projets des études détaillées permettant le raccordement, sous réserve d'un financement maximal par les porteurs de projet ou par des tiers d'un montant total de 45 000 €.

Le premier investissement faisant l'objet d'une demande d'approbation par la CRE est l'étude rebours.

A cette occasion, la CRE recalcule le ratio I/V de la zone et la participation de tiers induite, en intégrant l'émergence éventuelle de nouveaux projets et l'avancée des projets existants.

Si la valeur de la participation de tiers recalculée est supérieure à zéro, la CRE n'approuve le lancement de l'étude rebours qu'à condition d'un engagement de financement par des tiers à hauteur de 200 000 €, correspondant au montant forfaitaire de l'étude.

Dans le scénario retenu pour cet exemple, le volume probabilisé n'a pas évolué et le niveau de la participation de tiers recalculée est donc resté constant, à 45 000 €.

Le deuxième investissement faisant l'objet d'une demande d'approbation par la CRE est la réalisation du maillage.

A cette occasion, la CRE recalcule le ratio I/V de la zone et la participation de tiers induite, en intégrant l'émergence éventuelle de nouveaux projets et l'avancée des projets existants.

Dans cet exemple, les volumes probabilisés ont alors évolué à la hausse, pour s'établir à 700 Nm³/h. Le ratio

I/V de la zone devient donc égal à 4 429 €/Nm³/h, soit plus de participation tiers. La prise en compte des 200 000 € déjà engagés pour les études rebours ne modifient pas ce calcul.

Aucune participation tiers ne restant à collecter, la CRE approuve le lancement de la réalisation du maillage.

Le dernier investissement faisant l'objet d'une demande d'approbation par la CRE est la réalisation du rebours.

A cette occasion, la CRE recalcule le ratio I/V de la zone et la participation de tiers induite, en intégrant l'émergence éventuelle de nouveaux projets et l'avancée des projets existants.

Dans cet exemple, la dynamique de la zone a de nouveau poussé les volumes probabilisés à la hausse, pour s'établir à 730 Nm³/h. Le ratio I/V de la zone devient donc égal à 4 247 €/Nm³/h, soit toujours inférieur au seuil de 4 700 €/Nm³/h.

La CRE approuve le lancement de la réalisation du rebours.

Les tiers concernés sur cette zone auront donc financé 200 000 € alors que la participation de tiers nécessaire n'était que de 45 000 € au maximum, par conséquent, les tarifs des opérateurs de réseau auront supporté 155 000 € de moins que ce que le seuil de 4 700€/Nm³/h implique sur cette zone.

En conséquence, GRDF propose que le montant collecté pour le lancement des études rebours soit égal au montant le plus faible entre le niveau de la participation tiers résiduel au moment du calcul et la valeur forfaitaire de 200 000 €.

Problématique des révisions faisant apparaître des participations de tiers sur des zonages initialement validés sans

GRDF rappelle la sensibilité du dispositif au séquençage des événements. Des zonages validés par la CRE sans participations tiers pourraient, à l'occasion de la prochaine révision ayant lieu à minima tous les deux ans, en faire apparaître une ; rendant ces zones peu propices au développement de projets dont les temps de réalisation sont plus importants.

Exemple de révision problématique :

Un zonage avait été validé par la CRE en 2020 avec les caractéristiques suivantes :

- le volume probabilisé (V) sur la zone est estimé à 750 Nm³/h ;
- le programme d'investissements de renforcement (I) sur la zone s'élevait à 3,1 M€, correspondant à un rebours de 2,75 M€ et un petit maillage de 350 k€ ;
- le I/V décret correspondant sur la zone était égal à 4 133 €/Nm³/h, et était donc inférieur au seuil de 4 700 €/Nm³/h fixé par l'arrêté du 28 juin 2019 ;

Les gestionnaires de réseaux ont remis aux porteurs de projets des études détaillées permettant le raccordement, sans mention de participation tiers sur la zone.

Le premier investissement ayant fait l'objet d'une demande d'approbation par la CRE a été l'étude rebours.

A cette occasion, la CRE recalcule le ratio I/V de la zone et la participation de tiers induite, en intégrant l'émergence éventuelle de nouveaux projets et l'avancée des projets existants.

Dans le scénario retenu pour cet exemple, le volume probabilisé n'avait pas évolué et le niveau du ratio I/V était toujours inférieur au seuil de 4 700 €/Nm³/h. La CRE a donc pu approuver le lancement des études sur cette zone.

Au début de l'année 2022, un des projets identifiés dans le zonage de raccordement se met en service en conformité avec le planning prévisionnel.

Le zonage arrive au terme de sa seconde année de validité. Les opérateurs soumettent donc à la CRE la révision périodique du zonage. Tout s'est déroulé comme prévu mais le calcul du I et du V induit une évolution du ratio I/V. Le nouveau zonage soumis à la CRE en 2022 a les caractéristiques suivantes :

- le nouveau volume probabilisé (V) sur la zone est tombé à 600 Nm³/h du fait du projet mis en service en début d'année 2022;
- le programme d'investissements de renforcement (I) sur la zone n'a quant à lui pas évolué et s'élève toujours à 3,1 M€, correspondant toujours à un rebours de 2,75 M€ et un petit maillage de 350 k€ ;
- le nouveau I/V décret correspondant sur la zone est égal à 5 167 €/Nm³/h, et est donc supérieur au seuil de 4 700 €/Nm³/h fixé par l'arrêté du 28 juin 2019 ;
- le montant excédant à faire financer par des tiers financeurs est estimé à ce stade à 280 000 €.

Le deuxième investissement faisant l'objet d'une demande d'approbation par la CRE est la réalisation du maillage.

A cette occasion, la CRE recalcule le ratio I/V de la zone et la participation de tiers induite, en intégrant l'émergence éventuelle de nouveaux projets et l'avancée des projets existants.

Dans cet exemple, les volumes probabilisés n'ont pas évolué depuis la révision du zonage.

Le coût total de réalisation du maillage étant supérieur au montant de participation de tiers recalculé, la CRE n'approuve le lancement de la réalisation du maillage qu'à condition d'un engagement de financement par des tiers à hauteur de la participation, soit 280 000 € **alors même que ce renforcement avait été précédemment validé et des études détaillées remises aux porteurs de projet ne mentionnant pas de participation de tiers.**

Le dernier investissement faisant l'objet d'une demande d'approbation par la CRE est la réalisation du rebours.

A cette occasion, la CRE recalcule le ratio I/V de la zone et la participation de tiers induite, en intégrant l'émergence éventuelle de nouveaux projets et l'avancée des projets existants.

Dans cet exemple, la dynamique de la zone a poussé les volumes probabilisés à la hausse, pour s'établir à 640 Nm³/h. Le ratio I/V de la zone devient donc égal à 4 844 €/Nm³/h, soit toujours supérieur au seuil de 4 700 €/Nm³/h mais avec une participation de tiers en baisse à 92 000 €.

La CRE approuve le lancement de la réalisation du rebours car la participation de tiers déjà perçue est supérieure à la nouvelle participation de tiers.

Dans cette configuration, des tiers auront dû participer au financement alors que le programme d'investissement et les mise en service des projets se sont déroulés comme prévu dans le zonage initial de 2020.

En conséquence, GRDF propose que les volumes et les investissements réalisés ne soient pas retirés du calcul du I/V ou, a minima, que les programmes d'investissements ayant déjà fait l'objet d'une validation de principe dans le cadre de la validation d'un zonage précédent sans participation tiers puissent être déclenchés sans perception d'une participation de tiers.